Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 3,7,11

Kreyòl : Paj 6


# HAITI OBSERVATEUR

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

*Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.*
*www.haiti-observateur.ca*
*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY 11435-6235*
*Tél. (718) 812-2820*
*haiti_observateur@yahoo.com*
*New York: $1,00*
*Partout ailleurs : 1,50 $*
*Haïti: 20 gourdes*
*Tél. (718) 812-2820*

**VOL. XXXXIX, No. 49** ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***18 - 25 décembre, 2019***


UN GOUVERNEMENT DE CONSENSUS AVANT LA FIN DE L'ANNÉE ?

# Le BINUH impliqué : Stratégie pour attrape-nigauds

**Par Léo Joseph**

Depuis qu'a éclaté la crise sociopolitique et financière, qui continue de secouer le pays, les négociations se suivent et se ressemblent. D'une rencontre entre les représentants de Jovenel Moïse et ceux de l'opposition à l'autre, rien n'a changé de la situation. Maintenant, avec l'intervention du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), dans le cadre de nouvelles rencontres, en vue de la formation d'un « gouvernement d'union nationale », rien n'autorise à croire qu'une percée louverturienne se profile à l'horizon. Dans la mesure où la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU et l'ambassadeur américain ont toujours affiché une posture pro-Jovenel Moïse, il faut se méfier d'une stratégie pour gérer attrape-nigauds.

*Jovenel Moïse.*

*Jean Michel Lapin.*

Ces discussions, qui ont démarré ce mardi (17 décembre), à la Nonciature, sous la direction de la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU, Helen Meagher Lalime, et qui doivent s'étirer sur deux jours (mardi et mercredi), avec la participation de l'ambassadeur américain en Haïti, Michèle Sison, risque bien d'accoucher d'une sourie. Cette rencontre a été décidée, suite à la rencontre, au Palais national, d'-

*Suite en page 3*

VISITE CLANDESTINE DE JOVENEL MOÏSE AUX GONAÏVES

# Un test qui a failli mal tourner

*Jovenel Moïse avec un des chefs de gang au service de la présidence.*

**Par Léo Joseph**

Jovenel Moïse a quitté la ville des Gonaïves en catastrophe, hier soir (samedi 14 décembre), sans atteindre son objectif : visiter le peuple de la Cité de l'Indépendance. Mais à Descahos, fief de Paulda, chef de gang au service de la présidence, moins de trente minutes après son arrivée, il a dû se dépêcher de vider les lieux sous une pluie de pierres et de bouteilles et mêmes de coups de feu. Des dizaines de jeunes gens des deux sexes, venant surtout de Raboteau, ayant appris que le président décrié, à son retour des

*Suite en page 3*

LES TRAFIQUANTS DE DROGUE PLUS ACTIFS QUE JAMAIS

# Les barons du PHTK ont le vent en poupe

*Jovenel Moïse en compagnie d'autre bandits armés chargés de faire les sales besognes du régime.*

Si, dans le passé, les trafiquants de drogue s'étaient imposés une certaine retenue dans leurs opérations, les choses ont changé, sous les régimes PHTK. À la faveur de l'impunité que procurent les régimes tèt kale, dirigés par Michel Martelly et Jovenel Moïse, les hommes du pouvoir, qui exploitent le créneau des stupéfiants ont le vent en poupe. Le

*Suite en page 13*

COMMUNITY DEVELOPMENT INITIATIVES

# Dr. Josie Payoute is setting herself to make waves

*Dr Josie Payoute and her brother Bergson Léneus, Councilman in East Orange, New Nork.*

**By Léo Joseph**

In her introduction regarding her undertakings, here is what Dr. Josie Payoute says about herself: "mompreneur, motivational speaker, curator, philanthropist and the founder and current President of New Jersey Kids Fashion Week (NJKFW,) 501(c) (3) non-profit organization." Dr. Payoute's schedule keeps her so busy that one would wonder how much time she has left to attend to her regular job as a

*Continued on page 15*

# HAPPENINGS!

## Following a night visit by President Jovenel Moïse, Gonaïves may become the scene of another massacre

Last Saturday (December 14), President Jovenel Moïse made a quick stop at Gonaïves where he strolled around in a neighborhood in the company of Polda, a powerful gang leader, and by Monday afternoon (December 16), the *Raboteau* neighborhood, a center of anti-Moïse resistance, came under attack by Polda, also spelled Paulda, and his men, causing mayhem.

*Continued on page 7*

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 2

# OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

**JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANVAN 15 DESANM POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.**

Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

Al gade nan: nystateofhealth.ny.gov

Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou

nystateofhealth

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 3



UN GOUVERNEMENT DE CONSENSUS AVANT LA FIN DE L'ANNÉE ?

# Le BINUH impliqué : Stratégie pour attrape-nigauds

*Suite de la page 1*

une délégation de la Passerelle, qui avait piloté l'accord de Marriott, avec le président Jovenel Moïse et des alliés de ce dernier, en la personne des membres du PHTK qui eux-mêmes ont souscrit à un rapport rival, celui de l'hôtel Kinam II.

Dans les milieux proches de ces pourparlers, on laisse croire que les choix proposés comme Premier ministre tournent autour des personnalités suivantes : l'ex-sénateur Déjean Bélizaire, le sénateur Joseph Lambert et le secrétaire général du Rassemblement des démocrates sociaux progressistes (RDNP), Eric Jean-Baptiste.

Tous les secteurs de l'opposition ne participeront pas à ces discussions. On prétend, volontiers, que des structures politiques évoluant au sein de l' « *opposition modérée* » y prendront part. Comme, par exemple, Fusion des sociaux-démocrates, Mache Kontre et l'Organisation du peuple en lutte.

Mais une autre frange de l'opposition boude ces négociations. Il s'agit, notamment, du secteur démocratique et populaire et l'Alternative consensuelle pour la refondation de l'État s'étant systématiquement opposés à toute discussion avec le président Moïse. D'ailleurs, ces structures déclarent ne vouloir rien d'autre que la démission pure et simple de ce dernier.

### Cap sur la gestion du pays par décret

Ceux qui misent sur la collaboration de Jovenel Moïse pour accoucher d'un gouvernement d' «*union nationale* » s'introduisent le doigt dans l'œil jusqu'au coude. Car le chef de l'État n'a d'autre objectif que la gestion du pays par décret, qui sera rendu possible à la faveur de la caducité du Parlement, au début de janvier 2020. Puisque, tout au long des discussions qui se sont déroulées entre Jovenel Moïse et les secteurs de l'opposition, celui-ci s'est toujours accroché à cette idée, faisant tout en son pouvoir pour surmonter les obstacles dressés devant lui de manière à les traverser tour à tour, jusqu'à ce qu'arrive le moment attendu.

D'ailleurs, les différentes périodes de discussions aménagées se sont toujours soldées à un échec, la partie d'en face de Jovenel Moïse ayant conclu qu'elles ne pouvaient rien accomplir avec lui. On apprend de sources autorisées que même l'ambassadeur américain s'est fait « *rouler dans la farine* » par Nèg Bannann nan.

En effet, on affirme, dans certains milieux politiques, en Haïti, que suite à des discussions qu'il a tenues avec des membres de l'opposition, au mois d'août de cette année, avec la participation de Mme Sison, à l'ambassade des États-Unis, Moïse avait souscrit à un accord au terme duquel la clé de la primature allait être remise à Edmonde Supplice-Bauzile de la Fusion. Mais il a décidé de faire demi-tour, par rapport à cette décision, en optant pour jeter son dévolu sur Jean Michel Lapin.

Jovenel Moïse n'a aucune intention de démissionner, comme le lui exigent les dizaines de milliers de manifestants qui descendent dans la rue. En tout cas, il ne se trouve pas encore confronté aux conditions rendant incontournable une telle décision. C'est pourquoi des personnes, qui ont participé avec lui à des discussions portant sur une sortie de crise basée sur son départ, ont émis l'opinion selon laquelle il serait « *tout au moins psychologiquement instable* ».

Des proches du président haïtien ont expliqué qu'il a « *le dos au mur* » craignant à quel sort il serait confronté, une fois dépouillé de l'immunité que lui confère la présidence. Il croit dur comme fer, qu'en raison de toutes les suspicions qui pèsent sur lui, il aboutirait en prison. Au pire scénario, il pense que, éjecté du Palais national, il serait tout bonnement la cible d'un assassin.

### Jean Michel Lapin ou personne

Nonobstant les tractations en cours, autour du choix d'un Premier ministre, Jovenel Moïse n'entend attirer personne d'autre que Jean Michel Lapin à la primature. Aucun des noms qui font le tour de la capitale ne sera pris en considération. Joseph Lambert se berce d'illusion en pensant qu'il serait le choix du président.

Les autres noms trouvés sur une liste de premier ministrables mentionnés, dans le cadre des négociations devant se tenir à la Nonciature, ont encore moins de chance que Lambert. Moïse pense que personne d'autre que Lapin ne peut favoriser la concrétisation du projet qu'il compte mettre en place pour vaincre les opposants.

### Projet de faire marcher la planche à billets

Dans les milieux proches du Palais national, on parle avec insistance du projet de Jovenel Moïse de faire marcher la planche à billet. Selon lui, il doit se faire créatif pour surmonter la persistance de la communauté internationale à refuser d'ouvrir la vanne de l'aide à son gouvernement. Aussi pense-t-il prendre de nouvelles dispositions quand il n'aura plus le carcan du Parlement pour contrarier ses initiatives.

En effet, des proches du pouvoir font savoir, une fois les parlementaires mis hors d'état de nuire à sa politique, Jovenel Moïse se propose d'imprimer « *60 milliards de gourdes* ». Cela lui permettra d'injecter une forte quantité de liquidité dans l'économie, sans se soucier le moindrement de l'impact d'un tel procédé sur le développement du pays. Comme, par exemple, le fait que la gourde reculerait considérablement par rapport au billet vert. D'aucuns pensent que, dans pareille condition il ferait qu'il faudrait jusqu'à 500 gourdes pour un dollar U.S.

VISITE CLANDESTINE DE JOVENEL MOÏSE AUX GONAÏVES

# Un test qui a failli mal tourner

*Suite de la page 1*

obsèques de sa belle-mère, à Port-de-Paix, dans le département du Nord-Ouest, avait fait escale dans ce bidonville des Gonaïves s'étaient mobilisés pour le « *chasser* » de la ville. Cet incident ne fait que confirmer la réalité selon laquelle le président haïtien, bien qu'il possède sa garde prétorienne, en la personne de l'Unité spéciale de sécurité du Palais national et d'autres corpos spécialités de la PNH, ne peut pas circuler où il veut et quand il veut le jour, dans le pays.

Des sources proches de la présidence ont informé que Jovenel Moïse avait décidé de rendre une visite nocturne à Descahos afin d'apporter de l'argent et des hommes à Paulda, dans le cadre du « *massacre* » qu'il se propose d'opérer aux Gonaïves. Sachant l'hostilité que lui vouent les Gonaïviens, ainsi que le pays tout entier, il estime plus prudent d'effectuer le voyage la nuit. Voilà pourquoi il y est arrivé après 9 heures du soir.

### Hébergé à Ennery pour faire le déplacement vers Descahos

Planifié pour être clandestin, personne, sauf l'entourage de Jovenel Moïse ne savait quels moyens de transport allaient utiliser le président et le cortège funéraire qui devaient se rendre à Port-de-Paix où allaient se dérouler les funérailles d'Hermantine Joseph, la mère de la première dame, Martine Moïse. On apprend que M. Moïse, qui avait voyagé par hélicoptère, a fait escale à Ennery (au bas du morne Puilboro), avant de continuer, le soir tombé, pour Gonaïves.

La présidence s'était gardée de donner de détails, quant au protocole des funérailles, ou par rapport au déplacement de M. Moïse et sa suite, en sus de sa visite impromptue à cette ville, craignant l'insécurité, dont il est lui-même l'initiateur et celui qui l'entretient, mais pourtant devenue une potentielle victime. Surtout aux Gonaïves, où les militants de l'opposition sont armés, car ayant déjà eu des affrontements avec des policiers. C'est donc par peur de tomber dans une embuscade fatale que, depuis plusieurs semaines, Jovenel Moïse ne donne plus d'informations à l'avance sur ses déplacements optant de se déplacer la nuit, comme le répètent certains, à l'instar des « *bayakou* ».

Le *bayakou* rend un service autrefois régulier et indispensable, surtout dans les villes et villages de provinces, dotés majoritairement de latrines qui, après des années de service sont dangereusement remplies. Pratiquement impossible de fouiller une nouvelle fausse d'aisance, il était de coutume de les faire vider. Ce travail, on ne peut plus « *délicat* », ne peut se faire que tard le soir (généralement après minuit), pour des raisons bien évidentes.

En clair, Jovenel Moïse a décidé de faire ce déplacement de nuit à Descahos, dans le souci d'éviter de déclencher la foudre des habitants des Gonaïves contre lui. N'est-il pas tout à fait inapproprié que le président de la République rend « *visite* » à la ville des Gonaïves sans se soucier le moindrement de rencontrer les notables de la ville ? Pourtant, dans une déclaration officielle diffusée sur les réseaux sociaux, il est fait état de cette visite aux Gonaïves du président, qui a visité le commissariat de Police, dans l'idée d'encourager les policiers et leur faire part de sa gratitude pour leur le sacrifice qu'ils consentent dans la défense du pays.

Parallèlement à une vidéo diffusée par la Télévision nationale destinée à présenter ce qui est qualifié de « *balade* » présidentielle, « *dans les rues de la cité de l'indépendance* », dans la nuit du samedi 14 décembre, l'organe de presse en ligne *Vant Bèf Info* (VB) souligne : « *Vers les 10 heures du soir, après le départ du chef de l'État de la ville, des crépitements d'armes automatiques ont été entendus dans certains quartiers de la métropole de l'Artibonite* ».

Dans les communications relatives au voyage de M. Moïse à Port-de-Paix, la propagande officielle indique ceci : « *(...) sur le chemin de retour vers la capitale haïtienne, le président de la République, Jovenel Moïse, s'est arrêté dans la ville des Gonaïves (Artibonite), dans la soirée du samedi 14 décembre 2019 pour s'offrir une balade dans les rues de la cité de l'indépendance* ».

Cependant des témoignages concordants présentent la réalité tout autrement. Jovenel Moïse a rencontré Paulda, le chef de gang qui lui a fidèle, accusé de plusieurs meurtres dans la ville, notamment de celui d'un manifestant, au mois de novembre dernier, avec ses partisans à Descahos. Il semble qu'il aurait fait une visite à la cloche de bois au commissariat Toussaint Louverture de cette ville. Il est reparti, sans mettre les pieds au centre-ville des Gonaïves, inaperçu par les Gonaïviens, laissant brusquement la ville à l'approche des militants gonaïviens qui ont caillassé les véhicules de son cortège et tiré des coups de feu en leur direction. Il faut dire aussi que dans l'obscurité de la nuit victime du blackout depuis des mois, il n'était pas possible d'identifier la composition du cortège présidentielle.

Jovenel Moïse ayant échappé à leurs vindictes, les militants ont lancé des avertissements aux communautés de Saint-Marc et d'Arcahaïe afin d'attendre le passage de la caravane présidentielle au moment de traverser leurs localités. Mais il semble que les véhicules dans lesquels voyageaient Jovenel Moïse et son entourage aient pris vol avant de traverser ces deux régions. Car ils n'ont pas été vus.

En dépit du grand mystère entretenu autour du voyage à Port-de-Paix de Jovenel Moïse, la thèse de son déplacement par hélico mérite le plus d'accréditation. Puisque les mêmes informateurs ont assuré que ce dernier avait laissé, en la résidence de Cholzer Chancy, des membres de son entourage, ainsi que la première dame. De retour, après son départ en catastrophe de Descahos, apprend-on encore, les proches qui attendaient s'embarquaient pour Port-au-Prince. On prétend que Moïse et sa suite

*Suite en page 15*

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 4



# Les Duvalier dans l'histoire d'Haïti : La corruption au service du luxe

**Par Yvens Rumbold***

***Entre 600 et 900 millions de dollars des fonds publics ont été détournés par les Duvalier. Cet argent qui aurait dû servir à améliorer les conditions de vie du peuple haïtien a été utilisé pour satisfaire les folies d'un jeune dictateur et les caprices d'une première dame obsédée par le luxe***.

Pour certains Haïtiens, Haïti était «stable» sous le règne des deux Duvalier, ou encore, «était mieux avant». Jean-Claude Duvalier lui-même l'avait cru et l'avait déclaré à un journaliste en comparant la situation d'Haïti avec celles de Cuba et de Nicaragua, moins de deux mois avant son départ en exil. Cette stabilité dont parlait «Bébé Doc» pouvait signifier l'absence d'opposants politiques, d'opposants anticapitalistes ou de critiques tout court, mais c'était un signe de déni total. Les deux Duvalier ont porté atteinte aux droits de l'homme et à la liberté de la presse à un niveau inimaginable. Les Duvalier ont restreint la liberté d'expression (1), incarné la corruption (2), l'archétype de l'injustice (3), et des populistes faux-semblant sous couvert de la défense noiriste (4). Dans cette deuxième partie, nous abordons le dossier de la corruption.

Dans un article précédemment publié sur *Ayibopost,* **« Un Procès PetroCaribe, 115 ans après le Procès de la Consolidation?»** , nous avons rappelé l'ampleur de la machine de la corruption au début du 20e siècle et comment la Justice haïtienne avait finalement démasqué et mis sous les verrous des officiels haïtiens, quoique certains aient été par la suite amnistiés et pris le pouvoir. Sous Duvalier, le système n'était pas moins huilé. Il fut peut-être plus performant, car personne n'avait son mot à dire, surtout pas la Justice. Pour vous donner une idée de la machine de la corruption duvaliériste, l'on peut citer deux exemples notoires parmi de nombreux autres : le système de pots-de-vin depuis François Duvalier, ou la Fondation Michèle Bennett-Duvalier. Prenons le cas de Madame.

La première dame, surnommée par *People Magazine,* «Lady Dragon» au même titre qu'Imelda Marcos, veuve du dictateur philippin Ferdinand Marcos, recevait des chèques émis à l'ordre de cash pour sa fondation privée éponyme. Une fondation qu'elle disait «*gérer efficacement comme le business de café de son père*». Déjà, il faut comprendre qu'une fondation n'est pas une association ni une organisation non gouvernementale, dans le sens que la première suppose qu'une famille ou une personne dispose de son patrimoine pour des œuvres philanthropiques. La seconde est un regroupement de personnes qui font appel aux dons privés ou publics pour financer leurs activités sociales ou caritatives. En conséquence, il y a moins de transparence quant à la gestion des fonds surtout dans le contexte dictatorial, puisqu'il s'agit d'une structure privée qui n'avait de compte à rendre à personne.

Elle a réussi à projeter une image de bonne samaritaine dans les médias, tant au niveau national qu'international, moins la folie des grandeurs d'Imelda Marcos, mais sans en être loin. Elle participait aux réunions du cabinet ministériel, et «*châtiait les ministres qui lui déplaisent et aurait fait parvenir des dons considérables à sa fondation par divers ministères, qui n'osent pas refuser*», écrivait Bella Stumbo, une journaliste du *Los Angeles Times* à qui le couple Duvalier avait accordé une entrevue en décembre 1985.

Jacques Salès, ancien avocat de l'État haïtien après la chute des Duvalier, raconte, documents à l'appui, dans **«Femmes de dictateurs»,** une série de *TV5 Monde,* que la Minoterie d'Haïti, la Loterie d'Haïti, le Ciment d'Haïti, l'Électricité d'Haïti […] versaient tous les mois 25 000 dollars américains à la fondation de Madame, encaissés en son nom. Non pas au nom de la fondation. De plus, son père, Ernest Bennett, qui était «au bord de la faillite» avant les épousailles de Madame, est devenu prospère en évitant de payer de taxes et bénéficiant du système de corruption, tel que le soutient le documentaire de George Crile, en 1986, mis en ligne par "Haïti Lutte contre impunité". Si la première dame pouvait se permettre de telles largesses sans être inquiétée, que dire du «président à vie» qui se croyait héritier d'un pouvoir divin?

**Chèque de la BRH émis à l'ordre de « Cash » signé par Michèle Bennett-Duvalier**

Ce qui reste gravé sans doute dans la mémoire de sa génération, ce sont les célébrations en grande pompe des ***noces de Jean-Claude Duvalier avec Michèle Bennett*** dans un pays où la majorité des citoyens croupissaient (et croupissent encore) dans la crasse. Fashionista à elle seule — certains diront qu'elle fut la première dame de classe que le pays n'ait jamais vue, tellement de classe qu'en plein climat tropical elle partait acheter des manteaux de fourrure à l'étranger. Pour pouvoir les porter, eh bien une chambre froide n'avait qu'à être aménagée au Palais national ! Cependant, elle a toujours dénoncé les critiques à son égard. Dans l'entrevue accordée à Bella Stumbo, Michèle Bennett Duvalier s'exaspère des commentaires sur son *look* et son mariage, avant de balancer: «*Bien sûr, je dépense de l'argent dans des vêtements. Comment s'attendent-ils que la Première Dame d'Haïti s'habille?* ». L'exubérance et la naïveté des femmes de dictateurs dans leurs propos et leurs apparats sont tellement flagrantes dans la série **«Femmes de dictateurs»** que l'on pourrait se demander si elles n'avaient pas perdu la tête.

Ce que la fameuse première dame refusait (ou refuse encore) de comprendre, quand on est ou était au pouvoir et qu'on crée une fondation (et cela vaut autant pour Aristide qui a créé la sienne) portant son nom, la transparence devait être la loi. Construire des hôpitaux avec des dons de l'État à partir d'une fondation privée et ne pas pouvoir expliquer le coût de leur construction n'est pas la gestion efficace. L'utilisation de fonds publics à des fins de propagande politique, de quelque bonne foi qu'elle fût, n'est rien d'autre que du détournement de fonds. Non, les pratiques de corruption ne datent pas seulement de Duvalier, mais beaucoup d'éléments de l'appareil administratif corrompu haïtien sont un héritage direct de la machine duvaliériste.

En 2013, la tribune de Genève *(http://bit.ly/2NmH5ju)* rappelait que la voie était libre pour Haïti de récupérer les fonds détournés par les clans Duvalier déposés en Suisse. Le tribunal administratif fédéral de Suisse (TAF) avançait que les Duvalier n'étaient pas en mesure de démontrer l'accroissement de leur patrimoine en Suisse sans lien avec leur fonction publique. Imaginez une telle enquête sur tous ceux qui ont travaillé dans l'administration publique haïtienne et maintenant pignon sur rue! Et si la France, qui avait accueilli les Duvalier en exil, avait fait de même dès leur arrivée en 1986, Dieu seul sait de combien cette somme dépasserait les 5 millions bloqués en Suisse. De plus, même Haïti n'était plus intéressée à récupérer cet argent comme si elle avait une mine d'or et que cinq millions étaient une pitance. Lors de l'exil doré des Duvalier en France, un « *certain nombre de châteaux et d'appartements avaient été saisis en France*» expliquait Salès, mais l'État haïtien n'avait rien fait.

Ayant eu la charge de poursuivre Duvalier en 1986, Jacques Salès déclare, lors d'une entrevue accordée à *Le Nouvelliste* : «*A ma connaissance, les seuls gouvernements haïtiens qui aient diligenté des poursuites contre la famille Duvalier, en Haïti et à l'étranger (notamment en France), ont été les gouvernements de Namphy I et de Manigat. Dans les semaines ou les mois […] qui ont suivi le renversement de Leslie Manigat, toutes les poursuites déclenchées contre les Duvalier ont, dans les faits, été stoppées, Namphy II s'en étant désintéressé et le gouvernement de Prosper Avril les ayant littéralement enterrées malgré les objurgations des avocats américains et français qui étaient chargés des procédures engagées*».

L'on comprend bien que l'administration était toujours remplie de Duvaliéristes au lendemain de leur départ, et même aujourd'hui, il existe des nostalgiques qui ne veulent admettre aucun détournement de fonds, car eux-mêmes dans leur entourage n'ont pas fait mieux depuis. Si les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas lutté contre la corruption qu'ils dénonçaient chez Duvalier, l'on ne peut pas dire pour autant que *« Duvalier était meilleur».* Les deux groupes sont inexcusables et indéfendables par rapport au poids de l'histoire et les opportunités qu'ils ont fait perdre à la jeunesse de ce pays.

Dans *« Comprendre Haïti. Essais sur l'État, la nation, la culture»,* Laënnec Hurbon dresse un bilan économique dévastateur des deux Duvalier. Il y mentionne également les sommes dérobées par le régime, ce qui devrait lui valoir son propre # PetroChallenge : « O*n découvre que la famille présidentielle a dû voler entre 600 et 900 millions de dollars*». L'on ne saura jamais exactement les montants détournés du trésor public ou en accaparement de biens de l'État.

***Y. R.***

**Sources consultées:**

Bella STUMBO, **"Powerful, Chic First Lady Generous to Poor, Herself: Haiti's 'Baby Doc' Governs in Isolation",** in *Los Angeles Times* [en ligne], le 17 décembre 1985. *URL : https://lat.ms/2CoCWrd*, consulté le 1er septembre 2018.

Frantz DUVAL, **«Les poursuites contre Duvalier ont été délibérément stoppées en 1990"** (Entrevue avec Jacques Salès)», in *Le Nouvelliste* [en ligne], 18 janvier 2011.URL : *http://bit.ly/2gP8C9b,* consulté le 21 juin 2016.

Laënnec HURBON, "**Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture",** Paris, Karthala, 1987.

**«La voie est libre pour la restitution des fonds Duvalier»,** in *Tribune de Genève*, avec *Agence France Presse*, [en ligne] 16 décembre 2013. *URL :- http://bit.ly/2NmH5ju,* consulté en ligne, le 2 septembre 2018.

Leslie François MANIGAT, **témoignage dans le cadre d'un entretien sur la crise haïtienne contemporaine**. Émission de télévision animée par Fred Brutus (juillet 1996, Port-au-Prince, Télé 13). [*document internet*], URL *: http://bit.ly/2hUSFlB*, consulté sur YouTube le 12 juillet 2016.

Jacques SALES, **témoignage dans la série documentaire « Femmes de dictateurs»,** réalisée par Joel Soler et produite par Jan Vasak. Paris : *TV5 Monde,* 2015. [document internet], URL **:** *http://bit.ly/2M0TBAK,* consulté en ligne le 1er septembre 2018

_____***Yvens Rumbold détient une maîtrise en communication de l'Université d'État du Michigan, EUA. Son travail de licence en communication sociale de l'Université d'État d'Haïti a été réalisé sur la communication reconstructive ratée dans le cadre du procès de Jean-Claude Duvalier***

## HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

**MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.**

**We specialize in House Cleaning.**

No job is too big.

**Call (347) 666-1965**

**Mirlène Cornet, Owner**

Email: mirlenecornet@gmail.com

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 5



# NOTE DE PRESSE

## LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

*Ertha Pascal Trouillot, avocate.*

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

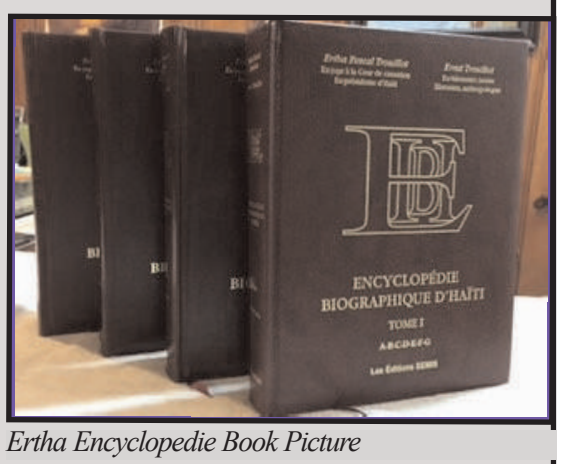
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.




*Ertha Encyclopedie Book Picture*

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

## BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 6



# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN

## Kesyon Ayiti a diskite nan Kongrè ameriken an, men n ap mande kot Rezolisyon Steve King nan ?

Se depi le 8 oktòb gen youn Rezolisyon k ap kanni nan tiwa Komisyon Afè Etranjè Chanm Depite yo *(House of Representatives* ann angle) nan Wachintonn, swadizan ke pèp ameriken an deklare sipò total-kapital pou prezidan bò lakay la. Nèg lakay, ki depanse gwo kòb nan kesyon *"Rezolisyon Steve King"* nan pa konprann anyen nan sa k ap pase a. Poutan,

*Pyè Espérans*

nou te byen di yo dokiman *King* nan pa t ap ale pyès kote. Poutan, nan madi semèn pase a, nan dat 10 desanm nan, kesyon Ayiti a te diskite anfòm nan Kongrè Ameriken an. E jan nou wè l la, se pa t anyen ki te anfavè prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse). Kisa nou konprann nan sa? Lajan depanse nan lòbiyis pou grenmesi. Enbesil ki bay, sòt ki pa pran!

Kilès nou te wè enstale devan Komite Afè etranjè Chanm depite a si se pa t Pyè Esperans (Pierre Espérance), Emanwela (Emmanuela) Douyon, Leoni Emanten (Léonie Hermantin) antan ke Ayisyen osnon Ayisyano-Ameriken; epi 2 Ameriken : Daniel Erikson ak Antonio Garrastazu. Depi alapapòt, tit yo te bay « Hearing » nan, sètadi diskisyon sou Ayiti a, te deklare sa k te pral pase. N ap bay li ann angle jan l te parèt la : « ***Haiti on the Brink : Assessing U.S. Policy Toward a Country in Crisis*** » (*« Ayiti prèt pou kapote: N ap bat pou n konprann Politik Eta-Zini anfas youn Peyi ankriz»).*

Avrè di, Pyè Esperans mete tout kakachat deyò. Kòm anpil nan nou konnen, se Pyè Esperans, ki anchaj òganizasyon ki rele Rezo Nasyonal pou defann dwa mounn, ki te lage gwo koze sou krim gouvènman JoMo a konmèt. Soti mwa jiyè 2018 rive jouk mwa desanm nan, se 187 mounn yo touye; 42 ladan yo se te egzekisyon menm, se pa t ni aksidan ni nan foul. Anmenm tan, gen 44 polisye ak 2 jounalis ki jwenn lanmò nan movèz kondisyon.

Toujou, selon sa Pyè Esperans te esplike, gouvènman an sèvi ak gang pou atake popilasyon an, sitou nan zòn bidonvil yo kote yo konnen gen opozisyon kont rejim nan epi kote gen anpil ladan yo ki konn nan manifestasyon pou di «*Aba Jovnèl !* » Vrèman, depi prezidan Moyiz monte « *gen gang ki fè plizyè masak avèk pwotesyon gouvènman an* ».

Epi se konsa Pyè Esperans vin pale de Lasalin. Nou sonje masak Laslin nan, nan dat 13 ale 16 novanm, kote prezidan an t ap bay youn leson kijan l aji ak mounn ki derespekte l. Li te fè masakre 71 mounn byen konte, san pale de sa ke yo pa t jwenn kadav yo. Pami yo te gen ti mounn ak fanm; kanta pou gason se pa pale. Ansasen yo te fè kadejak sou plizyè nan medam yo tou.

Epi youn bagay mesye Kongrè yo te vle konnen, Esperans te bay sa byen klè. Gwo otorite nan gouvènman an ki travay dirèteman pou prezidan an e ki te anchaj ansasinay Laslain nan te toujou an pòs, ap touche jouk nan mwa septanm ane sa a. Se apre anpil denonsyasyon, e n ap ajoute akizasyon ofisyèl ki sot nan bouch Sekretè Jeneral Nasyon Zini an, ke gouvènman an te resi voye ansasen l yo remize youn kote, san okenn areastasyon. San dout y ap touche ankachèt, paske gouvènman sa a p ap kite ansasen l yo soufri pou anyen.

Eskize m, men m ap foure koze ansasen JoMo yo nan mitan koze Hearing Wachintonn nan pou m montre sa Mesye Esperans di a plis ke verite. Nan samdi semèn pase a, 14 desanm, byen ta, prezidan Moyiz t ap bay youn demonstrasyon nan Gonayiv kote li te fè youn stòp an sòtan Pòdpe, nan peyi madanm ni, kote yo t al antere manman Premye Dam nan. Li te pwofite pou l te fè youn ti mache nan youn zòn nan Gonayiv la kote gang li yo gen youn sèten kontwòl. An konpayi ki mounn nou kwè l te ye ? Ansanm ak Polda, chèf gang nan zòn Decahos a ke li t ap sikile. Men lè sekirite prezidan an tande gang Raboteau t ap mache vin pran l, yo kouri avè l, yo kraze rak. Eskize m wi, men mwen t oblije bay ti *egzanp sa a ki fèk pase a pou montre nou ke se ak gang sa yo k ap sinmaye lanmò nan peyi a ke prezidan an ap opere. Kidonk, se youn gouvènman gangstè,*

Kanta pou Emanwela Douyon, li detaye tout zaksyon prezidan Moyiz fè ki ta merite pou Palman an ta vote mete l atè, menm jan ak kesyon akizasyon kont prezidan bò isit la nan sa Kongrè ap fè kont li a, impeachment ann angle. Men mesye palmantè ayisyen yo te deside yo p ap fè anyen. Okontrè, prezidan an te ranje pou yo touche gwo lajan sou lè kote dekwa pou yo bliye tou sa l fè: vòlò lajan Leta menm anvan li te vin prezidan, epi kontinye monte konbinezon pou pran lajan Leta pandan li prezidan an. Non l site plis pase 60 fwa nan rapò La Cour supérieure des Comptes et du Contentieux administratif la (CSC/CA) te pibliye a. Jij Cour Supérieure la montre nan rapò a kijan konbinezon yo te fèt pou vòlò lajan Leta. Se pa zafè ki regade mesey palamantè yo, se kòb yo konnen.

Fò m di nou ke Emanwela Douyon se youn ekonomis, manm nan mouvman PetroChallengers avèk Nou pap Dòmi. Se gwoup jèn jenerasyon an ki pran oserye mouvman ke Gilbert Mirambeau te lanse nan mwa dawou lane pase sou entènèt la : ***KOT KÒB PETWO KARIBE A !*** Epi K-Lib (Valckensy Dessin) te reprann ni osito. Kòm nou konnen, se mouvman sa a ki soti sou

*Emanuela Douyon*

entènèt vin pran lari e ki lakòz anpil lòt revandikasyon vin fèt. Epi la tou, lòt gwoup rantre nan mouvman ki vin mete JoMo kote l ye a, kote se tout peyi a ki kanpe kont li.

Enben tou sa te esplike devan Komite Afè Etranjè nan Kongrè Ameriken an. Se pa nan jounal osnon nan radyo, ni nan televizyon otorite nan Kongrè t ap li ou tande sa k ap pase ann Ayiti. Se mounn ki sou tèren an, k ap viv bagay yo, ki te la ap esplike kijan se youn vòlè patante ki sanse prezidan ann Ayiti. Epi pou gwo otorite nan peyi bò isit ap kanpe dèyè youn nonm konsa. Se pa klas demokrasi sa a yo pratike Ozeta-Zini, kouman yo konprann pou yo foure l nan gòj nou! « *Se kòripsyon k ap fini ak peyi a* ». Wi, se sa Emanwela Douyon te di byen klè.

Nou pa ka rantre nan tout detay ki te pale nan madi 10 desanm nan. Men fò m di nou ke Leoni Emanten (Léonie Hermantin), ki se youn Ayisyano-Amerikèn nan gwoup Fanm nan Miyami, te defann Ayisyen ki gen TPS yo (Temporary Protected Status), ki pèmèt Ayisyen ki pa gen papye imigrasyon, rete travay nan peyi isit epi ede fanmi yo ann Ayiti.

Kòm nou konnen, prezidan ameriken an te soti pou anile TPS pou Ayisyen ak kèk lòt nasyon. Li te menm di Ayisyen sot nan you twou K.K. Antouka, Ayisyen bò isit ak anpil Ameriken diferan nasyonalite, te kanpe kont desizyon prezidan an. Se poutèt sa, Ayisyen gen dwa TPS jouk mwa janvye 2021. Men selon Ms. Hermantin, se pou peyi isit bay mounn sa yo rezidans, paske sitiyasyon peyi Ayiti tèlman mal se kòm si se mouri y ap voye mounn

*Leoni Emanten.*

yo al mouri si pou yo retounen ann Ayiti.

Daniel Erikson, ki te konn travay pou kandada demokrat pou prezidan an, Joseph « *Joe* » Biden, te di li lè pou Eta-Zini chita pale ak tout lòt patnè l yo pou yo jwenn youn solisyon pou kriz Ayiti a. Bagay la pa ka kontinye konsa. Afè de bliye Ayiti a, pa gen sa pyès. Epi msye foure kesyon Ayiti a nan lane elektoral la, lane 2020 an, k ap rantre sou nou nan 2 semèn. « *Pandan n ap rantre sou lane 2020 an* », li di, « *Fòk Ayiti rantre a fon nan ajanda politik etranjè Eta-Zini an* ». Eske n konprann sa msye ap di a ? Enben fòk Ayisyen ki sitwayen Ameriken ranje kò yo pou fè politisyen ameriken diskite e fè sekilfo pou wete Ayiti kote l ye a. Kivedi, nou p ap bay nenpòt ki kandida vòt nou si y ap sipòte sa k ap pase ann Ayiti kounnye a. Mwen p ap di plis, paske m konnen nou ase entelijan e nou konn dechifre pawòl andaki.

Bliye mesye yo bay pou Antonio Garratsazu a. Se pou « *International Republican Institute* » (IRI) l ap travry. Li te vini pou l tande sa k t ap di. Men sanble li pa t otorize pou l vréman di kichòy. Menm jan tou pa t gen pèsonn ki te reprezante administrsyon an, pou vin defann gouvènman JoMo a. Yo pa t vle pran okenn baf, paske yo konnen yo t ap parèt lèd si pou yo ta vrèman defann youn vòlè patante, youn zanmi bandi ak gangstè yo. Pa bliye gwo chèf yo a di byen klè li se « *Bandi Legal* ». Antouka, nou pa ka di zanmi JoMo yo nan kapital amerkèn nan te leve youn ti dwèt pou di sa k te di devan Komite a se pa vre.

Okontrè, depite Florid la, Frederica Wilson, ki te youn gwo bwa nan òganize Hearing nan, te di li kontan ke tout bagay pase jan prezidan Chanm depite a te pwonmèt yo lè l te pase an Florid mwa pase a. Madam Nancy Pelosi te di yo li pa konprann sa administrasyon prezidan Twonp lan (Trump) ap fè ann Ayiti. Fòk bagay yo vin diskite nan Kongrè a. Kanta pou Maxine Waters, depite Kalifòni, ki toujou kanpe bò kote pèp Ayisyen an, li te mete youn kominike byen long deyò pou lage kèk gwo verite sou Jovnèl Moyiz. Epi li fini pou l di : « *Prezidan Ayiti a ap oblije pran responsablite l pou sitiyasyon malouk sa a peyi ap travèse paske manifestasyon p ap fini tout tan li pa fè sa pou l fè a* ».

Men prezidan Ayiti a gen tan fè sa l konprann ki pral pèmèt li ranpòte laviktwa sou tout lennmi l yo. Msye te koute sa Minis Afè etranjè l la, Bochit Edmon (Bocchit Edmond) te di l pou l fè. San dout, Antonio Sola, Espayòl ki touche milyon pou ba l konsèy, te di menm bagay la. Se lòbiyis ki ka regle sa pou nou, men yo koute anpil kòb. Epi JoMo te di boule gra. Mesye yo debake Wachintonn epi yo jwenn youn depite repibliken ki rele Stevn King, ki reprezante eta Iowa, nan Midwest la, sètadi nan mitan peyi Eta-Zini a, tou pre ak eta Illinois, kote pi gwo vil la se Chicago. Men konesan mesye lòbiyis sa yo, se santèn de milye, menm milyon ki brinding yo. E yo pa travay a kredi.

Antouka, Steven King fè sa l te pwomèt la. Li prepare youn dokiman ki rele « *Resolution H. RES 619* » depi 8 oktòb ki sot pase a, plis pase 2 mwa d sa. Si nou gen kopi jounal la toujou, al gade nan *Ayiti-Obsèvatè* 23-30 oktòb la, epi n ap jwenn tout koze a. Steven King te prepare youn dokiman li te di ki pral parèt devan Kongrè, pa sèlman devan Komite Afè etranjè. Men kanmenm, selon jan pwotokòl, bagay yo fèt, fòk se Komite Afè etranjè a ki pou prezante Rezolisyon an bay Kongrè apre diskisyon fin fèt sou sa mesye King te ekri a.

Mezanmi, nou ka al gade tout bèl bagay depite a te ekri pou prezidan Jovnèl Moyiz ak gouvènman l nan ki t ap sibi move tretman nan men opozisyon an ki pa t vle vote Premye minis la. N ap pale de Fritz William Michel, Nèg kabrit 31 mil goud la. Steven King di msye se youn bon chwa, ke Chanm depite a te deja apwouve. Fòk Sena a apwouve msye byen vit, dekwa pou eleksyon ka fèt pou tout depite yo ak 2 tyè nan Sena a. Fòk yo gen respè pou demokrasi ann Ayiti. Yo pa ka anpeche reinion Sena a fèt, Epi l te ekri pou l di se tout Chanm depite a, ki reprezante Pèp ameriken an ki kanpe ak prezidan Moyiz. Dayè, msye te lwanje prezidan Moyiz pou jan l te apiye administrasyon prezidan Twonp la lè l te kanpe ak Eta-Zini kont diktati Nicolas Maduro a nan peyi Venezwela. Anfen, se pa t ti zafè, li te travay pou lajan l nan.

Men nan kòmantè nou te fè sou travay Steven King nan, men kisa n te di : « *Antouka, se la nou la, nou pa pral okenn kote twò vit, ann wè konbyen tan sa pral pran pou Komite Afè Etranjè Lacham nan (House of Representatives) vin met Rezolisyon Steve King nan an diskisyon* ».

Jouk jodi a n ap tann toujou, jouk nou fin tounen pwa tann. Nad marinad ! Si yo te konn mande mounn ki konnen konsèy anvan yo t al rantre anba Steve King, yo ta gen tan konnen ke konpè sa a pa « *en odeur de sainteté* ». Se youn rasis ke Kongrè a te pran vòt (424 kont 1) pou blame l pou pawòl rasis ki te sot nan bouch li. Menm kanmarad repibliken parèy li yo te retire tout responsablite nan men l, sètadi msye pa anchaj okenn komiite. Li te lage 2 bra pandye nan Kongrè a. Men li konn way anndan an, li konn sa pou l ekri pou pete swa dizan lòbiyis k ap peye l gwo kòb, lajan ki ta fèt pou peye anplwaye Leta ki gen konbyen mwa yo pa touche, menm diplomat aletranje.

Jan nou wè l la, se lopozisyon ki gen "la voix au chapitre" nan Kongrè Ameriken an, san yo pa debouse senk kòb nwè, jan yo di pawòl la. Gad kijan JoMo ak tout mesye l yo parèt èd! Kilè yo pral aprann? Se vre sa yo di a : " ***Sòt ki bay, enbesil ki pa pran !*** "

***Grenn Pwonmennen***
***18 desanm 2019***

**BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI**

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
**Contact:**
**<info@thelodgeinhaiti.com>**
**509-3458-5968 or 509-3458-105**

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 7



# HAPPENINGS!

*Continued from page 1*

That Saturday, by 7:30 am, the funeral mass for Hermantine, the mother of First Lady Martine Moïse, took place at St. Peter's Catholic Church in Pétion-Ville. Immediately, her body was transported to her hometown of Port-de-Paix, in Haiti's northwestern department, across from Cuba, for burial. Surreptitiously, President Moïse arrived in Port-de-Paix, not with the convoy that made the trip. However, he was there and hadn't issued any statement about his trip to the northwestern capital. He had planned something that was kept a secret for most.

Leaving Port-de-Paix after 5:00 pm to return to Port-au-Prince, he made a quick stop at Gonaïves without announcing that to his civilian representative in the city nor to other officials, except for his security detail. Another one who was in on the secret is Polda, leader of the *Decahos* neighborhood. A picture of the president with his friend, though very dark, is discernible. With Polda at his side, President Moïse felt secure enough to stroll around the neighborhood. But it wasn't for long, because word, having gotten to the rival, anti-Jovenel gang at *Raboteau,* a detachment was on its way to *Decahos*. The president's security detail whisked him off and disappeared.

The *Decahos* gang leader rallied his men who began firing in the air with heavy weapons to scare the attackers who were on their way. In the dark, the noise of the firings was enough to deter the guys from *Raboteau.* On Sunday, no victims were reported from either side. But by Monday afternoon, *Raboteau* came under heavy fire from the *Decahos* gang who, reportedly, had received new weapons and plenty ammunition. Policemen of the Haitian National Police rushed to *Raboteau* and, using tear gas, managed to calm the situation. Policemen were deployed in the neighborhood to patrol. Some damages were caused, according to the blog *Lakayinfo* which reported three babies dead by asphyxiation. A certain Harold Séraphin was killed with a shot to the head and a militant from *Raboteau* named Shaba has been arrested.

Meanwhile, Blaise Roberto Flanky, who filed the report to *Lakayinfo,* said *"the departmental delegate Blondo Odivin was observed at the main Police precinct in Gonaïves asking the Police Chief to order a withdrawal of the policemen from Raboteau, to allow Polda and his team to restore order"* in the neighborhood. It should be noted that a delegate is the president's civilian representative for the whole Artibonite region.

What happened in Gonaïves is similar to what happened in Port-au-Prince on October 17, 2018, when President Moïse, his wife and members of his cabinet went to lay a wreath at the tomb of Emperor Jean-Jacques Dessalines, who was ambushed and killed in Pont Rouge on that date in 1806. The presidential party, having come under an avalanche of stones, fled the area without accomplishing their task. About a month later, from November 13 to 16, individuals working for the president carried out the gruesome "La Saline Massacre" which was denounced even by Kelly Dawn Knight Craft, the U.S. ambassador to the United Nations, during her recent fact-finding trip to Haiti. UN Secretary General António Guterres, in a report to the Security Council last July, called for an accounting and punishment of those who carried that massacre.

To be noted, 71 individuals, including women and children, were killed in the "La Saline Massacre." At the time of the crime, even hypocritically, the president failed to present condolences to the parents of the victims. The two top officials, representing the president, who oversaw the murders were kept at their jobs until last September. Under international pressure, Mr. Moïse ordered they be relieved of their duties, but they were not arrested or punished, as called for by the UN Secretary General. Certainly, President Moïse has ordered that they be kept on the clandestine budget, because he needs the services of such killers.

And now, Gonaïves, the city where Haiti's independence was declared on January 1, 1804, is becoming a killing field for the president. The lightning nocturnal visit of Jovenel Moïse there is part of the plan for what may happen on January 1, 2020. On that date, to follow tradition, the President of the Republic and all dignitaries, including the Diplomatic Corps, usually show up at Gonaïves for the special mass and the fanfare to celebrate Haiti's independence, its 216th anniversary. Is President Moïse acting preemptively, enlisting his gangs to clear out his path before the first day of January?

After all, this year, President Moïse failed to be at Pont Rouge on October 17 for the wreath placing ceremony at the Emperor's tomb. That same day, he didn't make it to Marchand-Dessalines, the Emperor's former capital, for the solemn traditional mass in memory of the fallen hero. On November 18, he didn't make it to Vertières, near Cap-Haitien in Northern Haiti, to commemorate the biggest feat in Haiti's War of Independence. That was the last battle when the former slaves defeated the crack troops of Napoléon Bonaparte, ending slavery in Haiti, which became the beacon of freedom for all in the Western Hemisphere and beyond. Will his pre-January 1st massacres guarantee Jovenel Moïse's grand entrance in Gonaïves on January 1, 2020? We won't wait too long for the answer.

**RAJ, December 18, 2019**

# President Jovenel Moïse says he wants dialogue but acts like a dictator

Mixed signals are being sent by President Moïse and his team, making one wonder whether we're dealing with people who know what they really want.

On December 12, the office of President Moïse's Chief of staff sent a letter to formally invite the "Passerelle," to a meeting on December 16. The "Passerelle" is one of the moderate opposition coalitions that have been calling for the president's resignation. But he wanted to hear their "proposal" and see what can be worked out.

Two days later, on December 14, hooded men, said to be policemen working for the Port-au-Prince prosecutor, showed up at the residences of Dimitri Vorbe and Elizabeth Débrosse with warrants for their arrest. As has been reported, President Moïse has targeted Dimitri Vorbe, the vice-president of Sogener as one to bring down for showing opposition to his rule. In the process, other officials of Sogener have also become targets of the government. That's how Elizabeth Débrosse, the widow of President René Préval, has also become a target. She's Sogener's financial officer and also a board member.

Fortunately, neither Dimitri Vorbe nor Lady Débrosse-Préval were home, and the security guards at the residences refused entrance to the disguised goons who weren't accompanied by any judge for such an operation. We're fast returning to the era of the Duvaliers that excelled in illegal arrests by their goons called the Tontons-Macoute.

The illegal action against the *Sogener* officials have caused an uproar, to the point that one of the lawyers hired by the Moïse team to go after the company and those connected to it spoke out publicly, denouncing the "illegal" nature of the action against Mr. Vorbe and Mrs. Débrosse-Préval. The lawyer, Louis Newton Saint-Juste, said the action against the two individuals *"is definitely illegal."* In an interview to *AlterPresse,* an online news service, he also stated "*an arrest warrant deals with arresting the individual, but has nothing to do with a search of the home of anyone."*

The illegal arrests in Haiti have had echoes abroad. Last Sunday, December 15, *The Miami Herald* published an eye-opening story entitled **"Haiti wants to reform its energy sector, so Police showed up to arrest Power Providers."** At the outset, Jacqueline Charles, the correspondent, writes: *"A former Haitian government prosecutor is calling the attempted arrest of the widow of late Haitian President René Préval and the director of an independent power provider, illegal and harassment."*

Ms. Charles also quoted Jude Fabre Bretous, a Port-au-Prince lawyer, she says, who studied international trade and business law at New York's Fordham University's LLM program. He said: *"He finds the judicial system's wrangling in the [Sogener] case to be very troubling."* Mr. Bretous is prophetic in what he says: *"Individual liberties, which are guaranteed under the constitution are being trampled on and that means 'everyone has an interest in what's happening."* And the nail from him: *"Tomorrow it can be me, it could be you or someone else who is threatened."*

And now, according to what happened at a meeting on Monday, December 16, the talk is about a "unity government" with members of the opposition participating in key posts. According to the blog *haitistandard.com,* after meeting with members of the "Passerelle," the opposition coalition that presented a plan to resolve the crisis, and also after meeting with members of the ruling PHTK (Bald Headed Party), there's hope for a broad government. Discussions are being coordinated by UN's representative Helen Meagher Lalime and will be held at the Nuncio's residence, the Pope's diplomatic representative in Haiti. U.S. Ambassador Michele Sison will be also participating. All should be in place by today, Wednesday, December 18. So, which Jovenel Moïse are we to believe in? The apprentice dictator or the one who believes in real dialogue? There's a saying that we would offer to all for meditation: "*Your actions speak so loudly that I can't hear what you say."*

**RAJ, December 18, 2019**

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**
**Attorney at Law**

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

**Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187**

**rdebrosse@QueensLegalPlaza.com**

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 8




BESTCARE UNISEX BEAUTY SALON INC.

SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523
MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

SI
PWOPRIYETÈ
KAY OU A DI:

Mwen bezwen twa mwa depo sekirite anvan ou antre nan kay la.

DI YO
LALWA
A DI:

Depo sekirite yo ka montan lwaye yon mwa sèlman.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo koro lokatè yo epi ranfòse relasyon lokatè-pwopriyetè yo. Aprann plis nan nyc.gov/tenantprotection.

#RentersRights (#DwaLokatèyo)

NYC
Mayor's Office to Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:18 AM Page 9

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 10



# ÉDITORIAL

# Haïti doit se battre du bec et des ongles pour se libérer de la pègre

Depuis peu après la prestation de serment de Jovenel Moïse, le 7 février 2017, les actes criminels perpétrés par la famille présidentielle et ses alliés politiques ne cessent de se multiplier. Au contraire, ils se sont accélérés, au cours des derniers mois, surgissant chaque semaine au cours du mois de décembre. Puisque, une semaine après l'affaire Judith Exavier, la consule générale d'Haïti à Santiago, arrêtée par les forces de sécurité dominicaines, à la frontière de Jimani-Malpasse, a éclaté un autre grave scandale, cette fois lié à la primature. À ce rythme, il faut conclure que la pègre a pris totalement contrôle de l'administration du pays. Dans ce cas, le peuple haïtien doit se battre comme un seul homme pour chasser cette catégorie d'individus de toutes les institutions nationales.

Signalons, au départ, qu'il faut se garder encore d'accorder du crédit au résultat d'une soi-disant enquête de l'ambassade d'Haïti sur le dossier Exavier déclarant que le véhicule dans lequel a été arrêtée la cheffe du Consulat général d'Haïti à Santiago n'appartenait plus à José Bernabé Quintero, membre présumé du réseau de trafiquants de drogue contrôlé par Cesar Emilio Peralta Adamez, surnommé Cesar El Abusador. La Brigade fédérale anti-drogue des États-Unis (DEA) et celle de la République dominicaine avaient mis le véhicule en question sous surveillance, dans le cadre de leur propre enquête relative à l'usage de ce tout terrain au transport de la drogue, jusqu'à ce qu'il ait été intercepté à la frontière haïtiano-dominicaine, en route pour Port-au-Prince, en possession de Mme Judith Exavier. Il faut donc attendre le communiqué, conjoint ou individuel, de ces deux institutions faisant état du résultat de leur enquête avant d'ajouter foi à celui de l'enquête proclamé par la mission diplomatique d'Haïti à Santo Domingo. Manifestement, celle-ci ne saurait être à la fois juge et partie dans cette affaire.

Toujours à pied d'œuvre, dans ce qu'ils savent faire le mieux, à savoir les actes criminels, après le scandale provoqué par Judith Exavier, dans la diplomatie, c'est à la primature elle-même qu'a éclaté le prochain scandale, une semaine plus tard. Cassamajor Lapin, surnommé Ti-Lapin, le cousin du Premier ministre démissionnaire et chargé de gérer les affaires courantes depuis plus de huit mois, Jean Michel Lapin, est dénoncé comme étant un trafiquant de drogue et membre d'un gang armé.

En effet, selon une « *dernière nouvelle* » provenant de Scoop TV Chaîne 16m, Scoop FM 107.7, l'ex-député de Delmas Arnel Bélizaire, incarcéré sous l'accusation de proférer des menaces contre l'ambassade américaine et la Union School, « *a enfin livré son bras droit dans le Sud-Est* ». Cette radio a précisé que « *(...) le petit cousin du Premier ministre Jean Michel Lapin est actuellement à la DCPJ* », arrêté à bord du véhicule immatriculé SE 05781. Et Scoop FM de préciser : « *Des sources concordantes, Scoop fm confirme que le véhicule en question est bel et bien affecté au cortège de Jean Michel Lapin* ».

Cet organe de presse est allé encore plus loin dans ses dénonciations de Cassamajor Lapin : « *Selon une source policière, Ti Lapin avait en sa possession [une] forte somme d'argent, des armes de plusieurs calibres et une imposante cargaison de marijuana* ».

Voilà dénoncé le criminel parfait évoluant au sein de l'équipe du chef de gouvernement, partie de l'Exécutif et ayant en sa possession, au moment de son arrestation, tous les outils nécessaires pour jouer plusieurs rôles criminels attribués à un seul individu, un privilège rarement accordé à un membre des bandits formant la confrérie de PHTK. Argent, différentes armes de gros calibres, substance illicite, toute une panoplie de moyens mis à la disposition des acteurs proches de l'Exécutif et de la présidence, pour mener à bien des actes subversifs et des activités criminelles de différentes natures. Ainsi sont détournés les pouvoirs, les moyens politiques et les réserves financières mis à la disposition des hauts fonctionnaires de l'État dont la responsabilité légitime consiste à gérer les affaires du peuple haïtien. Il semble qu'ils reçoivent leurs mots d'ordre d'un point central; puis tous, à partir de n'importe quelle institution qu'ils opèrent, se comportent de la même manière.

Quant à Jovenel Moïse, déjà impliqué dans des scandales financiers et dans la protection des criminels, le financement et l'entretien des gangs armés responsables des assassinats commandités par le pouvoir, il donne l'impression de ne pas vouloir se laisser damer le pion par les bandits au sein de l'administration publique. C'est pourquoi, deux semaines après le scandale déclenché par la consule générale d'Haïti à Santiago, et seulement quelques jours après l'arrestation de Cassamajor Lapin, il pose l'acte public consistant à s'afficher visiblement avec un chef de gang, un repris de justice, doublé du présumé assassin d'un militant de l'opposition, lors d'une manifestation anti-Jovenel Moïse.

En effet, alors qu'il est décrété *persona non grata* aux Gonaïves, Moïse a effectué une visite impromptue et clandestine dans le quartier appelé Descahos de cette ville, fief du bandit appelé Paulda ou Polda, pour brouiller les pistes. C'est à lui que Jovenel Moïse confie l'exécution de ses basses œuvres. En effet, le président avait planifié ce voyage, non seulement pour donner l'accolade au chef de gang, mais aussi, et surtout, pour lui apporter de l'argent et des armes. Presqu'immédiatement après le départ du chef de l'État, Paulda a mené une attaque contre les habitants de Raboteau, un autre bidonville de la Cité de l'Indépendance où vivent surtout des militants et des familles assimilées à l'opposition. Il semble que Jovenel Moïse ait donné carte blanche à ce dernier pour qu'il s'engage dans des actes terroristes contre les militants anti-Moïse.

La récente escalade des actes criminels perpétrés par les hommes et femmes au pouvoir, en Haïti, n'autorise à prédire à quel moment va éclater un autre scandale. Mais sachant que Jovenel Moïse et les membres de sa famille politique ne respirent que par ces moyens, il faut croire qu'un autre s'apprête à éclater. Et si ces dernières semaines peuvent nous servir de guide, il y aurait de bonnes chances que cette semaine mette d'autres incidents reprochables au compte de *Nèg Bannann nan* et de son équipe.

Les hommes et femmes liés au gouvernement Moïse-Lapin ne s'imposent aucune retenue, ni n'éprouvent aucune gêne à multiplier les actes répréhensibles dont ils se rendent coupables. D'ailleurs, bénéficiaires de l'impunité, ils agissent comme si les travers et les dérives dont ils sont accusés constituent la manière idéale dont se comportent les administrateurs publics. Car plus on les dénonce d'actes criminels, davantage ils en commettent. Il ressort que, dans la hiérarchie PHTKiste, la déontologie administrative laisse le champ libre au pillage des deniers publics par tous les moyens connus, et mêmes non encore inventés; et aux crimes commis pour protéger le pouvoir politique et l'enrichissement illicite.

Loin d'achopper sur l'épuisement des uns ou le soudoiement des autres par le pouvoir, la mobilisation déclenchée depuis l'année dernière, pour exiger la démission immédiate et sans condition de Jovenel Moïse, est parvenue à un « *cessez-le-feu stratégique* », le temps favorable à une repensée de stratégie avant que soit de nouveau relancée les hostilités. Car le peuple haïtien n'entend pas rester prisonnier des mafiosi qui ont accaparé le pouvoir. À cette fin, les filles et fils d'Haïti entendent se battre du bec et des ongles, jusqu'à la victoire finale.

**HAITI OBSERVATEUR**

*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY*
*11435-6235Tél.*
*(718) 812-2820*

**SUBSCRIPTION FORM**
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

**Haïti**
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

**CANADA**
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

**EUROPE, AFRIQUE ET ASIE**
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Vallonin
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Aprt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

**ÉTAT-UNIS**
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

**AFRIQUE ET ASIE**
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

**CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE**
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

**EUROPE**
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 11



EDITORIAL

# Haiti must fight tooth and nail to free itself from the mob

Following Jovenel Moïse's swearing-in, on February 7, 2017, criminal acts by the presidential family and their political allies have been on the increase. In fact, they have accelerated in recent months, committed almost weekly during this month of December. A week after the Judith Exavier case, it's another major scandal, this time involving the Prime Minister's Office. As reported, Exavier, the Consul General of Haiti in Santiago, was arrested December 7 by Dominican security forces at the border crossing of Jimani-Malpasse between Haiti and the Republic next door. A week later, the scandal has to do with the Prime Minister's Office. At this rate, there's only one conclusion to make, the mob has taken complete control of the country's administration. Therefore, the Haitian people must unite to drive out these individuals from all our national institutions.

At the outset, no credit should be given to the outcome of a so-called investigation undertaken by the Haitian Embassy into the Exavier case. Now it's being said that the vehicle in which the head of the Haitian Consulate General in Santiago was arrested no longer belonged to José Bernabé Quintero, himself an alleged member of the drug trafficking network controlled by Cesar Emilio Peralta Adamez, known as Cesar The Abuser. Agents of the US Drug Enforcement Agency (DEA) and those of the Dominican Republic had placed the vehicle under surveillance as part of their own investigation into the use of that four-wheel-drive Lexus in transporting drugs. What can be said about that vehicle being stopped at the Haitian-Dominican border en route to Port-au-Prince, in the possession, no less, of Ms. Judith Exavier? We must wait either for a joint statement from those two institutions or a communiqué from one of them, providing the results of their investigation, before giving any credence to the communiqué of the Haitian diplomatic mission in Santo Domingo. Obviously, the Haitian diplomatic mission can't be judge and party in this case!

Still at work at what they know best, as far as diplomacy is concerned, a week later it's the scandal involving the Prime Minister's Office, coming in the heels of the one implicating Judith Exavier. Cassamajor Lapin, nicknamed Ti-Lapin (Lapin Jr. in Creole), is denounced as a drug trafficker and as a member of an armed gang. He's the cousin of the caretaker Prime Minister, Jean-Michel Lapin, himself in charge of running government daily operations for the past eight months.

According to a "latest news" item from *Scoop TV Network 16m, Scoop FM 107.7,* Arnel Bélizaire, the former deputy (congressman) who represented the Delmas district of the capital, *"has finally delivered his right arm in the Southeast."* Reportedly, Bélizaire is imprisoned on charges of threatening the American embassy and Union School, an American institution. During interrogation, he blurted out a secret. And *Scoop FM* said, *"currently the PM's younger cousin is at the DCPJ,"* (the Central Directorate of the Judiciary Police), which manages the jail system. He was arrested, the radio station continued, *"in a vehicle registered SE 05781."* In addition, *Scoop FM* confirms that based on *"credible sources, the vehicle is assigned to Jean-Michel Lapin's motorcade."*

*Scoop FM* went further in denouncing Cassamajor Lapin: *"According to a police source,"* the press organ asserts, when he was arrested, *"Ti Lapin had in his possession large amounts of cash, weapons of several calibers and a large shipment of marijuana"*.

This is a top criminal working with the Prime Minister's team, that is with the head of government, part of the Executive Branch, and who, at the time of his arrest, had all the necessary tools to play several criminal roles. Ti Lapin benefits of privileges rarely granted to an individual member of the bandits in the PHTK Brotherhood. Imagine, he doesn't lack for cash, he has various large-caliber weapons and a large amount of an illicit substance. He benefits from as a whole range of means that are made available to actors close to the Executive Branch, including the Presidency, to carry out all sorts of subversive acts and criminal activities. What misuse of power, of the political means and financial reserves made available to senior State officials! Is that how they carry out their legitimate responsibility to manage the affairs of the Haitian people? As it appears, the underlings receive their watchword from a central point. Thus, all of them, from whatever institution, behave in the same way—criminally!

As far as Jovenel Moïse is concerned, he's already involved in financial scandals, in protecting the criminals, in financing and maintaining the armed gangs responsible for the assassinations sponsored by the government. The president gives the impression that he doesn't want to be swept away from power by the bandits holding high positions in public administration. Consider his action two weeks after the scandal unleashed by the Consul General of Haiti in Santiago and only a few days after the arrest of Cassamajor Lapin. Publicly, the president displayed his sentiments when he was photographed in the company of a gang leader, a convict, one accused of allegedly murdering an opposition activist during an anti-Jovenel Moïse demonstration in Gonaïves.

Indeed, while he is declared *persona non grata* in Gonaïves, Moïse made an impromptu and clandestine visit to the Descahos district of the city, the stronghold of the bandit called Paulda, also spelled Polda. To him, obviously, Jovenel Moïse has entrusted the execution of his base activities. The president had planned this trip, not only to give the gang leader a hug but, above all, to bring him money and weapons. Two days after Mr. Moïse left Descahos, Paulda led an attack against the Raboteau community, another slum in the city where Haiti's Independence was declared more than two centuries ago. Raboteau, it should be noted, is an anti-Jovenel Moïse bastion. Thus, he's given carte blanche to the Descahos gang leader to engage in terrorist acts against the anti-Moïse militants.

The recent escalation of criminal acts perpetrated by those in power in Haiti doesn't portend well for the country. No one knows when the next scandal will break out. Considering that Jovenel Moïse and those in his political family only live by these sordid means, one should expect another scandal to burst any time. If the past few weeks can serve as a guide, there is great probability that other scandalous incidents will bear the seal of approval of *the Banana Man* and of his team.

Whether men or women associated with the Moïse-Lapin government, they impose no restraint on themselves in delving in reprehensible acts. Neither do they feel any embarrassment when caught. Moreover, benefitting from impunity, they feel it normal to do as they please in public administration. Indeed, the more criminal acts reported about them, they more they commit. Considering the behavior of those at the top of the PHTK (Bald Headed) hierarchy, it is normal for the field to remain widely open to the looters of public funds. They use old and newly invented techniques to carry out their criminal mission, which entails holding unto power by any means in order to enrich themselves illicitly.

The PHTK officials are betting on the exhaustion of those mobilized against the corrupt and criminal practices in high places. They've even succeeded in bribing a few to stop the demand for Jovenel Moïse's immediate and unconditional resignation. The "strategic ceasefire" observed is misinterpreted as a *"laissez faire"* resolution from those demanding radical change. It's only a pause while there's a rethinking of strategies before relaunching the hostilities. Let it sink in, the Haitian people are determined not to remain prisoners of the team of Mafiosi who have seized power. To this end, Haiti's daughters and sons will fight tooth and nail until the final victory!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave

*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY*
*11435-6235*
*Tél. (718) 812-2820*

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

**Haïti**
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

**CANADA**
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

**EUROPE, AFRIQUE ET ASIE**
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

**ÉTAT-UNIS**
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

**AFRIQUE ET ASIE**
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

**CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE**
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

**EUROPE**
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 12



# DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

# Lage Arnel Bélizaire jan yo te pren li a

## OU VACANCES PRESIDENTIELLES PROLONGÉES

**Par Dan Albertini**

*Sans (), si le nonce veut faire de la politique de sa diplomatie d'État non-membre, c'est ici le droit et le non-droit d'un pays lâche.*

**Diplomatie internationale : yo femen Arnel Bélizaire**
Les mêmes causes produisent les mêmes effets.
***Nou pa p pran nan kout fo manmit***

**La convention de Vienne est claire : Pas d'agression des deux bords sur le territoire.**
*Libére Arnel Bélizaire jen yo te pran li a.*
**Comme on a libéré les mercenaires etranje ame ilego san prosè yo.**
*Libere Arnel tankou yo te libere mèsenè etranje ame yo san pwosè.*

**Constitution : La loi est la même pour tous.**
**Si wap kembe Arnel Bélizaire fòk ou ka ban nou mèsenè yo bak pou jigé tou.**
*Si la Justice retient Arnel prisonnier, il faut nous retourner les mercenaires en Haïti.*

**Si Arnel Bélizaire est détenu à Canapé-Vert**
*Les mercenaires étrangers armés doivent être au même endroit aussi.*

***Menm zam menm koupab, pa gan koupab pa gen zam nonplis.***
Les mêmes causes produisent les mêmes effets.
***Nou pa p pran nan kout fo manmit.***

*Sinon l'État est en faillite en vertu de la notion de la justice dans la Constitution.*
***Sinon pa gen Leta.***

Si le diplomate étranger a compris,
***Diplomat béton Jakmel dwe kopwen tou.***
**La convention de Vienne nous concerne tous.**

**Lage Arnel Bélizaire, *libérez Arnel Bélizaire.***
**Ou, Ramenez les mercenaires étrangers en prison aussi.**
**Pa kwè pep la sòt tankou w kwè l la.**

# Christmas truce in Haiti

**By Hugh Locke**

An uneasy calm has descended over most of Haiti for the past few weeks. The underlying issues that led to months of protests and a national lockdown, known here as *peyi lòk*, remain unresolved. But all sides have suspended operations for the moment. This is not the result of any formal negotiation between the fractured government and opposition camps. Instead, it seems as if everyone involved in the conflict just needed a break for the holiday season and decided at the same time to back down. The result has the eerie quality of a Christmas truce, with the streets suddenly bustling with festive preparations. People are once again complaining about traffic jams in the capital, secretly pleased to be doing so after being locked in their homes since September. The mood is tempered, however, by the unquestioned knowing that massive anti-government protests are almost certain to resume early in the New Year.

*Christmas trees in Haiti.*

I was struck over the past week, while driving around Port-au-Prince, that two Haitian Christmas traditions have an added symbolism this year. White painted tree branches are for sale along streets in the wealthier parts of the city, and these will be decorated with ornaments much as fir trees are adorned in less tropical climates. Also, for sale are small white paper churches with colored tissue paper window inserts, larger versions of which are intended to have a candle placed inside. Given what the country is going through, the white of both the branches and the church ornaments evoked for me a flag raised above the field of conflict.

I use the word conflict here because, make no mistake, what has been raging here is a battle for the very soul of Haiti. The principal issue is government corruption and how this has led to inflation, fuel shortages (fuel is currently available, but shortages are projected for next year), and the high cost and shortage of food.
The irony is that there is near unanimous consensus among government officials, including President Jovenel Moise, regarding the presence and impact of corruption among government ranks and the individuals and companies doing business with the government. Two years of widely reported evidence related to what is known as the Petro-Caribe scandal has left no choice in the matter. When an estimated $2 billion (some reports say as much as $4.2 billion) of government funds earmarked for improvements in agriculture, health, and education gets misused, misappropriated as well as outright stolen, it is hard to ignore. However, while all agree that corruption exists, there is considerable divergence of opinion when it comes to exactly who, in three successive administrations, is to blame or how to correct the situation.

Haitians have voiced anger at this situation over the past year and a half. That anger was initially spurred by increasingly detailed official reports on the misuse of these funds. Anger built further as the direct consequences of this corruption began to accumulate in a sort of perfect storm of fuel and food shortages mixed with out-of-control inflation.

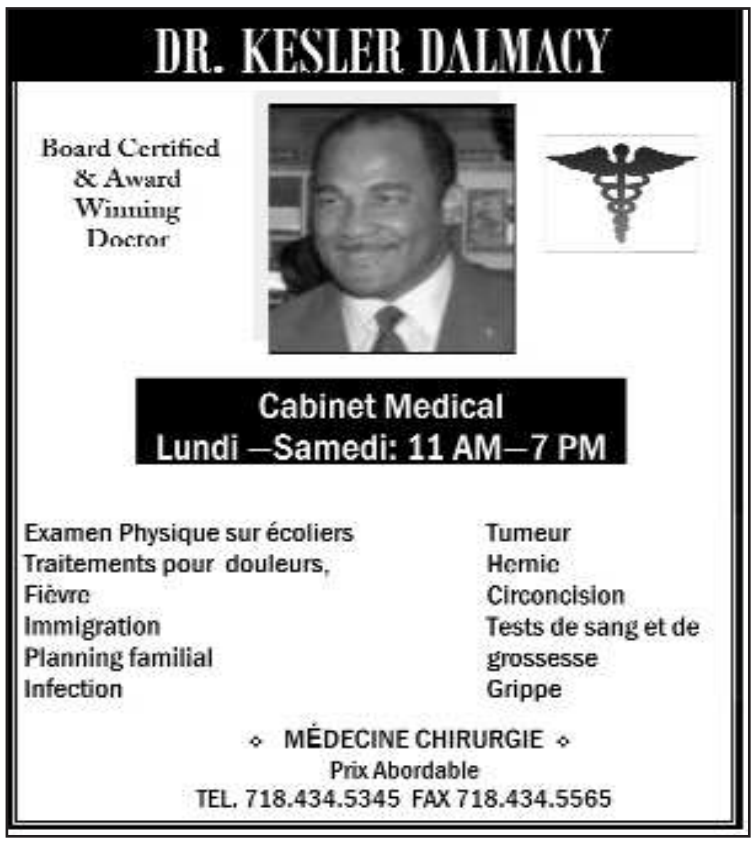
Then a few months ago, what had been sporadic street protests transformed into a full-scale national lockdown with armed gangs and extensive road blockades bringing businesses, schools and government functions to a standstill. What began as a grassroots protest to get rid of corruption has now been largely co-opted by the very purveyors of that corruption.

The legitimate voices of protest in Haiti and among the extensive diaspora in the US, Canada and Europe are caught in a quandary. The unresolved issues warrant continued action, but the action that has emerged is violent and largely implemented by gangs who are being paid by those who will benefit from keeping corruption in place.

The national lockdown of the past months is, by all accounts, likely to resume in mid-January. It will continue to put pressure on both the government and the opposition to come to some agreement. However, what can be expected by way of an outcome when the protests against corruption are being usurped by the agents of that corruption?

If there is a silver lining it is that what was once widely known, but not acknowledged in any meaningful way, is now under a very public microscope. The corruption genie is spectacularly out of the bottle, and this is the first step to finding a lasting Haitian-led solution.

I would like to conclude by introducing a new term, "rational optimist," to the development lexicon. This I apply to those from the business, non-profit, institutional and government sectors who have weathered *peyi lòk,* who know there is still more political and economic upheaval to come, but who remain solidly committed to staying the course to be part of building a prosperous and equitable future for Haiti.



Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 13



## LES TRAFIQUANTS DE DROGUE PLUS ACTIFS QUE JAMAIS

# Les barons du PHTK ont le vent en poupe

*Suite de la page 1*

largage de colis illicites et le transport à visière levée de la marchandise interdite n'ont jamais été aussi fréquents. Les scandales relatifs à de telles activités se sont multipliés, ces derniers temps.

En effet, suite à la dénonciation du cousin du Premier ministre démissionnaire Jean Michel Lapin, Cassamajor Lapin, par l'ex-député de Delmas, Arnel Bélizaire, celui-là a été arrêté par des policiers attachés à l'unité Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) de Jacmel.

Les policiers ont procédé à la perquisition du véhicule, qui fait partie du cortège du Premier ministre, dans lequel ils ont trouvé des armes de gros calibres ainsi qu'une forte somme d'argent, dont le montant n'a pas été révélé, en plus d'une importante cargaison de marijuana.

Mis au courant de l'incident, le Premier ministre a tenté d'empêcher que son cousin soit ramené à la capitale en tant que prisonnier de la Police. Cela n'a pas empêché que Cassamajor Lapin soit ramené à Port-au-Prince pour être interrogé, avant d'être déféré à un juge pour les suites que de droit.

*Jovenel Moïse et Rony Célestin, un autre sénateur lié au trafic de drogue.*

L'arrestation de Cassamajor Lapin fait tremper la primature directement dans le trafic illicite de stupéfiants.

Le scandale provoqué par le cousin du Premier ministre est survenu moins d'une semaine après que le consul général d'Haïti à Santiago, République dominicaine, eut été arrêtée, à la frontière Jimani-Malpasse, en route pour la capitale haïtienne. Elle voyageait dans le tout terrain Lexus, de couleur blanche, qui faisait l'objet d'une recherche par la Drug Enforcement Administration (DEA) ainsi que la Brigade dominicaine antidrogue.

Les autorités dominicaines ont précisé que la voiture, une Lexus de couleur blanche, immatriculée en République dominicaine, avait été identifiée dans le transport de stupéfiants. Elle faisait l'objet de recherche depuis le mois d'août de cette année. Interrogée par les autorités policières dominicaine, Judith Exavier avait révélé qu'elle avait prêté le véhicule d'un collègue au consulat d'Haïti à Santiago, parce que, par mesure de précaution, elle ne voulait pas s'aventurer sur la route avec sa propre voiture.

Signalons que la consule générale d'Haïti à Santiago est la concubine du sénateur Rony Célestin, dont le nom est généralement lié au trafic de stupéfiants. Sa réputation de trafiquant de drogue se justifie par sa richesse personnelle qu'il exhibe. Il possède sa maison, dans sa juridiction, en sus que celle qu'il a fait construire pour une petite amie de 19 ans, à Port-au-Prince, plus celle qu'il possède en République dominicaine. Présentement il est en train de faire construire un complexe résidentiel dont le coût est évalué à plus de USD 4 millions $.

Avec l'arrestation de Cassamajor Lapin, le bureau du Premier ministre trempe carrément dans le trafic de stupéfiants. Tandis qu'avec l'affaire Exavier, c'est la Chancellerie haïtienne qui est associé au trafic de drogue.

### Un autre sénateur lié à un débarquement de drogue dans le Sud

Avant ces deux derniers incidents, un débarquement clandestin de cocaïne avait été signalé à Saint Jean, dans le département du Sud, au sud-est de la ville des Cayes.

En effet, le bimoteur, qui avait décollé d'un point non identifié de Colombie, a effectué un atterrissage forcé à Saint Jean, après avoir fait provision d'essence à Surinam.

Selon le témoignage des riverains, deux véhicules étaient venus ramasser les 900 kilos de cocaïne que transportait l'avion. Des sources policières ont révélé qu'un d'entre eux était identifié par sa plaque d'immatriculation qu'on dit appartenir au sénateur du Sud Hervé Fourcand. Les mêmes sources ont fait savoir que l'autre voiture affichait une plaque « *Service de l'État*».

Le nom du sénateur Fourcand est souvent lié à ces atterrissages forcés d'avions dont les cargaisons sont généralement récupérées immédiatement par des personnes proches des élus du peuple.

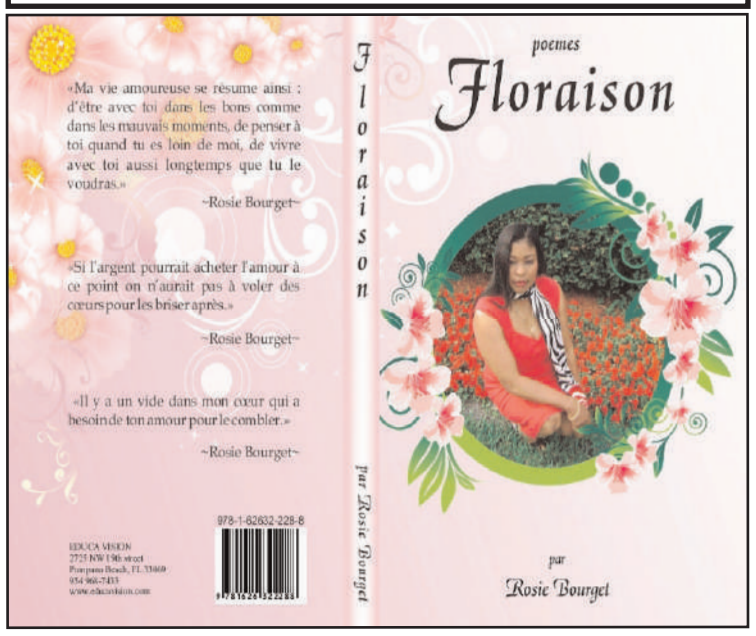
Signalons aussi que Jovenel Moïse ne s'embarrasse pas de scrupule à s'afficher avec des personnages liés au trafic de stupéfiants. On se rappelle comment, durant la campagne électorale, il a été photographié bras dessus bras dessous avec Guy Philippe sillonnant le département de la Grande Anse. Élu sénateur de Pestel, M. Philippe n'avait pas eu le tempse de prêter serment. Il a été, on se souvient, arrêté par des agents de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS) avant d'être livré aux marshals fédéraux par les autorités haïtiennes.

*Le sénateur Hervé Fourcand.*


**AVIS MATRIMONIAL**

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 14

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 15



# COMMUNITY DEVELOPMENT INITIATIVES
# Dr. Josie Payoute is setting herself to make waves

*Continued from page 1*

Human Resource person.

Through her organization, along with her dedicated board of trustees, she sets her goal: afford children from urban communities an opportunity to learn fashion etiquette while having the freedom to express their individual creativity. The latest event organized by Dr. Payoute and her team took place last Sunday, December 8, in East Orange, New Jersey. The annual Toy Drive attracted numerous children from the community and was attended by several elected officials. This yearly event stands to gather many more youth those who attended this year's festival looking forward to attend next year's and to make new friends in the process.

*From l. to r., Dr Josie Payoute, Sybil Elias, first Haitin Judge of Essex County, Stan Neron and Councilman Bergson Leneus.*

Prior to the toy drive, was offered the Thanksgiving dinner last month; and a fashion show in September. This last event was preceded by a fashion show on September 21 in Newark, New Jersey, under the title Fashion in Wonderland.

Looking at the dates these three events took place, it's obvious that she organized those only weeks apart. One can imagine the effort that went into the scheduling process. That means a lot for a person who holds a full time job. Needless to say that a great deal of commitments goes into this endeavor.

Josie Payoute, who holds a Ph.D. in Philosophy, and her collaborators have made NJKFW a very busy organization putting together different kinds of events throughout the year for the community. Besides the toy drive, she offers fashion shows and a Thanksgiving community celebration. She says this is an excellent opportunity to "give back."

Through the activities she promotes in the community, Dr. Payoute hopes that "fashion will ingrain confidence and poise within our fashionistas." In addition, she believes that NJKFW "will promote self-awareness, teach the value of inner and outer beauty, as well as presence and professionalism, adding "it's imperative that our youth are aware that confidence is within their mind and heart."

Josie Payoute is one of the most dynamic professional in the Haitian community of New Jersey. Not only she create her own activities to the benefit of the latter, she spares no effort in contributing to events organized by others. For example, she participated in the celebration of the Haitian Cultural Day, this past November 15, which was held at the City Hall in Jersey City. She did a wonderful job as Master of ceremony having shown her rich knowledge of Haitian history.

*Dr Josie Payoute and Rubins Blanc of Rubins Blanc Management.*

Without a doubt, Dr. Payoute is one of the Haitian Diaspora's shining stars. With her knowledge, intelligence, ambition, creativity, and determination, she is on her way to accomplish great things.

## VISITE CLANDESTINE DE JOVENAL MOÏSE AUX GONAÏVES
# Un test qui a failli mal tourner

*Suite de la page 3*

regagnèrent le Palais national longtemps après minuit.

Il importe, d'autre part, de signaler une curieuse particularité de cette vidéo présentée par la Télévision nationale montrant la version officielle de la visite du président Moïse à Descahos exhibant une foule immense venue accueillir le visiteur. Il n'y a aucun moyen de vérifier les slogans que scandait la foule, sinon des propos de bienveillance à l'égard de Moïse qui lui sont attribués. Car ceux qui ont créé la vidéo ont eu la sagesse de mettre l'audio est mis en mode silencieux. De cette manière, on ne peut déterminer le lieux ou l'époque où les images ont été captées. Surtout, comme dit le proverbe, « *La nuit les chats sont gris* ».

### Tèt koulèv la kraze ?

Dans un commentaire d'auto-félicitation très mal placé, de toute évidence, adressée à l'opposition, Jovenel Moïse a déclaré, lors de sa rencontre avec le chef de gang Paulda que « *Tèt koulèv la kraze*» (le crâne du serpent est fracassé). Il semble prendre pour une victoire sa visite clandestine dans ce quartier des Gonaïves.

En tout cas, si le président décrié d'Haïti avait l'intention de tester la température de l'opposition gonaïvienne contre lui, en effectuant cette visite, dans la perspective de faire le déplacement à la Cité de l'Indépendance, le 1er janvier, jour anniversaire de la Déclaration de l'Indépendance d'Haïti, il gagnera à se détromper dès maintenant. La manière dont s'est terminée sa visite au chef de gang de Descahos ne saurait lui laisser aucune chance d'un accueil serein, si la nostalgie lui prend de se retrouver aux Gonaïves à cette date historique.

Mais d'ores et déjà, il ne devrait avoir aucun doute par rapport au sentiment de rejet qu'éprouvent les citoyens des Gonaïves (voire la majorité des Haïtiens) à son égard. Le lundi 16 décembre, l'opposition a organisé une manifestation anti-Moïse qui a entraîné des dizaines de milliers de personnes dans les rues de la ville. En revanche, en guise de solidarité envers le président de la République, ses partisans ont lancé leur propre mobilisation, qui a à peine drainé entre100 et 200 individus.

### JoMo ira-t-il aux Gonaïves, le 1er janvier 2010 ?

À la lumière de tout ce qu'on a observé jusqu'ici, Jovenel Moïse n'est pas libre de s'aventurer là où il veut et quand il veut dans le pays. À la capitale même, ou ailleurs dans les villes de province, il est obligé d'effectuer ses déplacements tard la nuit, évitant d'annoncer au préalable ses visites ou d'indiquer ses itinéraires. À l'approche de la Fête commémorative de l'Indépendance d'Haïti, date à laquelle le chef de l'État fait le pèlerinage traditionnel aux Gonaïves, où l'empereur Jean-Jacques Dessalines proclama la libération d'Haïti, on se demande si Jovenel Moïse sera le premier chef d'État à s'absenter de la Cité de l'Indépendance, le 1er janvier 2010.

Les observateurs sont presque unanimes à prévoir l'absence de Nèg Bannann nan à cette Fête nationale. Si débarqué, tard la nuit, dans le quartier de Descahos des Gonaïves, dans le cadre d'une visite exclusive au chef de gang Paulda, il a été obligé de vider les lieux en branlebas, pour éviter d'affronter des militants armés de Raboteau qui avançaient sur le lieu où il se trouvait, c'est clair qu'il ne tentera nullement de pénétrer dans la ville, durant la journée. Le peuple de cette ville l'ayant décrété persona non grata, il ne semble afficher aucune intention de relever le défi.

L.J.

PROPRI T  VENDRE
 PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

Journal Of 18 - 25 décembre, 2019:HO 12/17/19 3:19 AM Page 16



# NOUVELLES BRÈVES

## Aujourd'hui : Le vote pour la mise en accusation formelle du président Trump

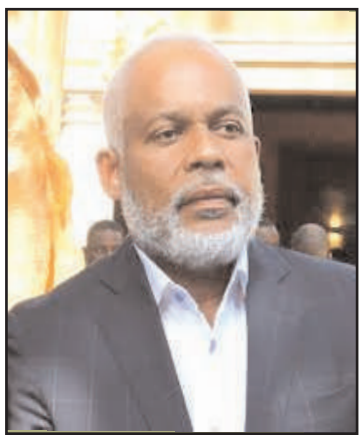
La saga qui a débuté depuis fin juillet, quand un appel téléphonique, le 25 juillet, du président Donald Trump, à son homologue ukrainien, le président Volodymyr Zelensky, avait ébruité, a atteint aujourd'hui, 18 décembre, son point culminant, tel un cadeau de Noël avant la date, mais mal accueilli par le président Trump et l'ensemble des élus républicains.

Cependant, ayant une majorité de 233 des 431 députés (Congresspeople) à la Chambre basse, les démocrates auront, sans nul doute, le dessus. Ils n'ont besoin que de 217 voix pour réussir leur pari et l'on doute que 16 de leurs députés puissent faire défection pour consolider la position des républicains. Toutefois, même avec une victoire des démocrates aujourd'hui, le dernier mot n'aura pas ét dit. Car le Sénat, à majorité républicaine, devra se fixer sur la décision de mise en accusation formelle, soit l'inculpation ou « *l'impeachment* » en anglais, du président de la République. C'est un fait historique, car le président Trump serait le troisième chef d'État américain à être ainsi inculpé.

À souligner que les deux autres, Andrew Johnson, en 1868, et William « Bill » Jefferson Clinton, en 1998, ont été exonérés par le Sénat. On notera que les deux étaient d'obédience démocrate. Un troisième président, soit Richard Nixon (républicain), l'a échappé bel, ayant démissionné avant le vote, en juillet 1974. À l'épooque, un tiers des républicains de la Chambre basse s'étaient joints aux démocrates forçant Nixon à démissionner. Ce qui n'est pas le cas pour M. Trump. Assurément, ce dernier n'aura pas le temps d'abdiquer avant le vote d'aujourd'hui. Ainsi devra-t-il se remettre au Sénat qui, sans doute, le blanchira tôt l'année prochaine, car le temps fait défaut pour continuer les délibérations, les fêtes de fin d'année arrivant à grands pas.

Tel que rapporté dans la dernière édition, les démocrates ont retenu deux chefs d'accusation contre le président Trump : **Abus de pouvoir** et Gêner **le Congrès dans l'exercice de ses fonctions.** S'agissant **d'abus de pouvoir**, référence est faite à la décision du président Trump de retenir quelque quatre cents millions de dollars (400 000 000,00 $) alloués à l'Ukraine par le Congrès américain et de conditionner une visite du président Zelensky à la Maison-Blanche à une demande à lui faite par le président Trump, d'entamer une enquête en Ukraine contre Joseph « *Joe* » Biden et son fils Hunter, qui siégeait, dans le temps, au conseil d'administration d'une compagnie ukrainienne évoluant dans le domaine de l'énergie.

Outre d'être une action **d'abus de pouvoir**, c'est aussi antipatriotique d'impliquer un chef d'État étranger dans la campagne électorale aux États-Unis, car l'enquête au sujet des Biden aurait, en quelque sorte, terni l'image de l'ex-vice président Joe Biden à la veille des élections de 2020, quand M. Biden pourrait être un concurrent du président Trump aux prochaines joutes. C'est ne rien apprendre de l'immixtion russe, quatre ans plus tôt, ce qui a causé tant de torts à la démocratie américaine. **Quant à l'obstruction au Congrès,** il s'agit des agissements du président Trump vis-à-vis de la Chambre basse, s'opposant à ce que certains témoins potentiels, au service du chef d'État, répondent aux sommations des comités de la Chambre voulant les interroger sur certains faits relatif le dossier Ukraine. C'est « *se déclarer au-dessus du peuple américain ayant investi la Chambre de l'autorité de surveillance du président* », devait dire Jerry Nadler, député démocrate de New York, qui préside le Comité Justice, chargé de mener les débats, prenant la relève, suite aux travaux du Comité Intelligence.



*Éric Jean-Baptiste.*

*Le président américain Donald Trump.*

Un troisième comité du Congrès oeuvre, depuis le début de cette semaine, à mettre en place la procédure pour les débats de ce jour, Il s'agit du « *Rules Committee* », le comité chargé des règlements de la Chambre en ce qui a trait à une « *séance d'impeachment* ». Rien n'est laissé au hasard à ce tournant où l'Exécutif agit à sa guise, se croyant au-dessus de la loi.

Juste à la dernière minute, peut-on dire, le président Trump a laissé entrevoir qu'il n'est pas de tout repos en ce qui a trait au vote du Congrès aujourd'hui. Hier après-midi (mardi, 17 décembre), il a dépêché une lettre à Mme Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse, dans laquelle il accuse les démocrates de vouloir orchestrer « *un coup d'État* » afin de déjouer la volonté du peuple qui l'a élu en 2016.

Dans un document de six pages, le chef d'État américain a déversé sa bile sur les démocrates. Ne voulant aucune polémique à la veille du vote historique, Mme Pelosi, commentant la lettre du président, n'a utilisé que deux mots : «*Really sick !* » « Il est vraiment malade ! ») Cette expression, qui peut aussi se traduire par «*vraiment déboussolé* » se réfère ordinairement à l'état mental de quelqu'un ou à une situation désespérée. Cela va de soi.

Entre-temps, le peuple américain, dans sa majorité, tient à ce que le président soit inculpé. Et c'est à la chaîne de télévision *Fox,* réputée proche du président Trump, qu'on a appris la nouvelle, dimanche, le résultat d'un sondage d'opinion ayant eu lieu entre dimanche (8 décembre) et mercredi (11 décembre) : Cinquante pour cent (50 %) des citoyens appuient l'« *impeachment* » du président et sa destitution du pouvoir, 4 % voudraient qu'il soit inculpé, mais pas de destitution, tandis que 41 % s'inscrivent en faux contre l' «*impeachment* ». Voilà ! Venant de *Fox TV,* cela vaut tout son pesant d'or.

***Le président Jovenel Moïse embrasse publiquement un chef de gang aux Gonaïves.** Assurément, le chef d'État haïtien ne croyait pas que les caméras pouvaient fonctionner dans l'obscurité. C'était, sans doute, son raisonnement quand il est arrivé à Decahos, aux Gonaïves, sous le couvert de la nuit. Mais comme on se plaît à dire des « *écritures qui ne s'en vont pas* », en comparaison « *aux paroles* », il faudra aussi ajouter que « *les photos ne s'en vont pas non plus*».

En effet, JoMo, dont les déplacements se font de plus en plus rares, a fait escale dans cette zone de la Cité de l'Indépendance, samedi soir (14 décembre), lors de son retour, en catimini, de Port-de-Paix, où il a été, ce jour-là, pour dire adieu à sa belle-mère, Hermantine, morte, il y a déjà un mois, comme on l'avait rapporté. Aucun hôpital à Port-de-Paix, ne pouvant lui venir en aide, elle avait succombé à bord de l'hélicoptère qui la transportait, avant d'arriver à l'hôpital Mevs, à Port-au-Prince.

Revenons à Jovenel Moïse à Decahos, où il se sentait en pleine sécurité, son hôte étant le fameux chef de gang Paulda, qui s'écrit aussi Polda. Avec Polda, à ses côtés, e *chef effectif de la nation* » a profité de l'occasion pour circuler durant quelques minutes à pied à Decahos, comme pour dire, « *Voilà qu'on dit que je suis prisonnier à P* « l *ort-au-Prince ! Qu'ils le sachent, même aux Gonaïves où l'on m'a déclaré persona non grata, je circule librement !* » Eh oui, dans un coin des Gonaïves, durant la nuit, par-dessus le marché.

*L'ex-sénateur Déjean Bélizaire.*

*Le sénateur Joseph Lambert.*

En effet, les deux hommes s'entretenaient quand, soudainement, les professionnels chargés de la sécurité du président, l'ont fait laisser Decahos en toute vitesse, parce que des militants de Raboteau, bidonville des Gonaïves, réputés d'être des anti-Jovenel farouches, se dirigeaient vers Decahos. On dit que « *le président a été sauvé de justesse* ».

Et ça va mal, aux Gonaïves, depuis la visite nocturne du président, car apparemment il avait profité de l'occasion pour approvisionner son chef de quartier, le gangster Polda, en armes, munitions et surtout lui fournir du cash. Ainsi, dès lundi (16 décembre) Polda est passé à l'attaque contre Raboteau. Il y a eu des morts, au moins trois enfants ont asphyxiés, des blessés, ainsi qu'un militant arrêté. ***Voir l'éditorial en page 10 pour de plus amples détails.***

***On revient avec la propagande concernant " *gouvernement d'union nationale* " avant le Nouvel An !** Déjà des noms de ministrables, même de Premiers ministrables, font la une des réseaux sociaux. Ceci fait pendant à une réunion, le lundi, 16 décembre, de Jovenel Moïse avec une délégation du groupe Passerelle qui avait accouché de l'accord dit de Marriott, du nom de l'hôtel où s'étaient réunis plusieurs groupes de l'opposition durant deux jours. Faisait partie aussi de la réunion avec M. Moïse, une délégation de partisans du PHTK, le *Parti haïtien tèt kale* au pouvoir qui, eux, sont signataires de « *l'accord de Kinam* », du nom d'un autre hôtel.

Selon le blog « *haitistandard.com* » ans une dépêche datée du 17 décembre, les discussions qui ont déjà commencées, « *seront réalisées sous l'égide de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Uunies en Haïti, Helen Meagher Lalime, à la Nonciature apostolique à Port-au-Prince* ». À souligner aussi que l'ambassadeur américain, Mme Michel Sison, fera partie des discussions, selon le *blog.* Et *haitistandard.com* de dire qu'il y a trois noms proposés comme Premier ministre : « *Le sénateur Joseph Lambert, l'ancien sénateur Déjean Bélizaire et l'homme d'affaires Eric Jean-Baptiste*».

Selon le *blog,* tout devait se régler « *sur une période ne dépassant pas deux (2) jours, à savoir les mardi 17 et mercredi 18 décembre 2019* ». Donc, pendant que vous lisez ces lignes, c'est déjà fait. Et les « *St. Thomas* » de notre terroir de dire : « *Na kwè lè na wè !* »

*Le chef de la Chambre basse américaine, Nancy Pelosi.*

**Pierre Quiroule II,**
**18 décembre 2019**